

STATUT de la SAMER

ARTICLE 1 : Les membres fondateurs ou agissant au nom et pour le compte des associations regroupées, ci-dessous, forment par les présente une association régie par la loi 12-06 du janvier 2012, relative aux associations ainsi que par les dispositions du présent statut.

Nom : prénom wilaya de résidence

[illegible]

TITRE 1 – CHAPITRE I- Dispositions GENERALES

Dénomination-But –siège – Durée et étendue de l'association.

ARTICLE 2. L'association est dénommée Société Algérienne de Médecine physique et de Réadaptation par abréviation SAMER

ARTICLE 3. L'association à caractère scientifique a pour but de créer un cadre a pour but de créer un cadre adéquat de concertation entre personnes exerçant la spécialité de médecine physique et réadaptation ou en rapport avec elle

Les membres fondateurs et adhérents de l'association mettent en commun, bénévolement et dans un but non lucratif, leurs connaissances et leurs moyens pour promouvoir et encourager les activités dans ce domaine.

Toutefois, l'objet et le but de ses activités s'inscrivent dans l'intérêt général et ne sont pas contraire aux valeurs nationales ainsi qu'à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4. L'association a pour buts essentiels :

- a/ promouvoir les activités scientifiques
- b/participer à la formation continue dans le cadre de la spécialité ou en rapport avec elle
- c/initier, promouvoir et encourager toute étude dans le domaine de la médecine physique et réadaptation ou en rapport avec elle
- d/favoriser toute forme d'expression à caractère scientifique
- e/favoriser les échanges d'expériences professionnelles aussi bien nationales qu'internationales avec des organisations étrangères et des sociétés non gouvernementales ayant les mêmes buts dans le strict respect des valeurs et des constantes nationales et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur
- f/ adhérer à des sociétés étrangères poursuivant le même but dans le strict respect des valeurs et des constantes nationales et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur
- g/être une force de proposition, de recommandation, de consensus et une référence en matière de médecine physique et réadaptation

A ce titre l'association

h/ organise des journées d'études, séminaires colloques et toutes rencontres liées à sa spécialité ou en rapport avec elle

j/ élabore et gère un site internet

ARTICLE 5. Le siège de l'association est fixé au service de médecine physique et réadaptation de l'établissement hospitalier spécialisé de Ben Aknoun

Sous réserve des autres conditions prévues par la législation en vigueur, il ne peut être transféré que par décision de l'assemblée générale.

ARTICLE 6. L'association a une durée illimitée

ARTICLE 7. L'association dispose de la personnalité morale et la capacité civile et exerce ses activités sur l'ensemble du territoire national

ARTICLE 8. L'association peut éditer et diffuser des bulletins, des revues, des brochures et des documents d'information en rapport avec son objet, dans le respect de la constitution, des valeurs et des constantes nationales ainsi qu'aux lois en vigueur

TITRE II – CHAPITRE I- COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Condition de l'association

CONDITION ET MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT

DE SES MEMBRES-DROITS ET OBLIGATIONS

ARTICLE 9. L'association est composée des membres adhérents, des membres associés et de membres d'honneur. La qualité de membre associé peut être acquise à tout universitaire apportant sa contribution à la spécialité

Sous réserve des dispositions requises par la législation en vigueur, la qualité de membre d'honneur est conférée par délibération de l'assemblée générale sur proposition du bureau de L'association.

ARTICLE 10. outre les conditions requises par la législation en vigueur et sous réserve de l'article 4 de la loi 12-06 du 12 janvier 2012, relative aux associations, la qualité d'adhérent a l'association est acquise à tout médecin spécialiste en médecine physique et réadaptation (hospitalo-universitaire tout grade confondu, spécialiste public ou privé

ARTICLE 11. Toute adhésion est formulée par une demande écrite, signée par le postulant et acceptée par le bureau de l'association.

ARTICLE 12. La qualité de membre se perd par :

- La démission formulée par écrit.
- Le décès.
- Le non paiement des cotisations pendant une durée de 1 an
- La dissolution de l'association.
- La radiation pour motifs graves conformément au règlement intérieur

ARTICLE 13. Tout adhérent a le droit d'être électeur et éligible au niveau du bureau de l'association sous réserve:

- D'être à jour de ses cotisations conformément au règlement intérieur
- D'être en adéquation avec l'article 4 de la loi 12-06 du 12/01/2012

- TITRE III -

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES L'ASSOCIATION

L'association comprend une assemblée générale et un organe de direction.

CHAPITRE 1 : L'assemblée générale :

ARTICLE 14 : L'assemblée générale regroupe l'ensemble des membres adhérents

ARTICLE 15 : La durée du mandat de l'assemblée générale de l'association est de 3ans

ARTICLE 16 : L'assemblée générale est chargée de se prononcer sur :

- le programme d'activité.
- Le bilan d'activité.
- Le Rapports de gestion financière.
- La situation morale de l'association.
- Elle doit en outre
- Approuver le programme annuel des manifestations scientifiques
 - Adopter les statuts et le règlement intérieur ainsi que leurs modifications.
 - Procéder à l'élection et au renouvellement des membres du bureau
 - Adopter les décisions de l'organe d'exécution en matière d'organisation
 - Accepter ou refuser les dons et legs accompagnés de conditions et chargés après en avoir vérifié la comptabilité avec les buts assignés à l'association.
 - Approuver et réviser le montant des cotisations annuelles.
 - Se prononcer sur la création de structures de consultation et d'assistance et approuver les acquisitions d'immeubles.
 - Se prononcer sur les recours formulés en matière d'adhésion.
 - Se prononcer d'une manière définitive sur les cas de disciplines.

ARTICLE 17 : L'assemblée générale se réunit en session ordinaire 1.fois par an.

Elle peut se réunir en session extraordinaire, chaque fois de besoin, à la demande du président de l'association ou à la demande des membres du bureau exécutif, ou à la demande de 2/3 de ces membres

Dans les deux derniers cas le secrétaire général ou le premier vice président assure la présence.

ARTICLE 18 : L'assemblée générale est convoquée conformément aux dispositions de l'article 17 du présent statut, les convocations sont mentionnées au registre de délibérations et adressées accompagnées de l'ordre de jour aux membres 15 jours avant la réunion).

ARTICLE 19 : L'assemblée générale ne peut délibérer valablement lors d'une première convocation que lorsque la majorité de ses membres est présente à la réunion.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une deuxième convocation est jointe dans un délai 30 Jours

L'assemblée générale peut alors délibérer quelque soit le nombre des présents.

ARTICLE 20 : Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité simple des membres présents à la réunion. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Un membre absent, peut donner par procuration écrite à un autre membre de son choix le pouvoir de voter en son nom, lequel ne peut avoir droit à plus d'une procuration valable pour une seule séance.

ARTICLE 21 : nul ne peut participer au vote, ni être élu aux organes d'exécution, s'il n'est pas à jour de ses cotisations.

ARTICLE 22 : Les procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale sont transcrits par ordre chronologique sur un registre des délibérations. Ils sont signés par les membres présents à la réunion.

Chapitre 3 : L'INSTANCE EXECUTIVE

ARTICLE 23 : L'association est dirigée par « un bureau », composé de :

1 président

3 vice-présidents (un par région : Est, Ouest, Centre)

1 secrétaire général

1 secrétaire général adjoint

1 trésorier

1 trésorier adjoint

6 assesseurs

ARTICLE 24 : Les membres du bureau sont élus par l'assemblée générale aux fonctions et à l'ordre prévus à l'articles 23 ci-dessus pour un mandat de 03 ans renouvelables

ARTICLE 25 : le bureau est chargé :

- D'assurer l'application statutaires et du règlement intérieur et veiller à leur respect.
- D'assurer l'exécution des décisions de l'assemblée générale.
- De gérer le patrimoine de l'association.
- De déterminer les attributions de chaque vice-président et les missions des assesseurs
- D'établir le projet de règlement intérieur.
- De proposer les modifications aux statuts et règlement intérieur.
- D'arrêter le montant de régie des menues dépenses.
- D'initier, de proposer à l'assemblée générale toute mesure d'amélioration de l'organisation et de l'installation des instances de l'association.
- D'étudier les cas de radiations pour manquement grave de tout membre de l'association.
- D'élaborer le programme de travail de l'association.
- Il est chargé en outre d'organiser les manifestations scientifiques, rencontres, colloques et forum directement ou indirectement par le biais des comités d'organisations issus de l'assemblée générale

ARTICLE 26 : Le bureau se réunit au moins 1 fois/mois, en session ordinaire sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que c'est nécessaire à la demande du président ou des 2/3 du bureau ou de ses membres.

ARTICLE 27. Le bureau ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité simple de ses adhérents.

Ses décisions sont prises à la majorité de ses membres présents

En cas de partage de voix celle du président est prépondérante.

ARTICLE 28. Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

Il est chargé :

- De représenter l'association au près de l'autorité publique.
- D'ester en justice au nom de l'association.
- De souscrire l'assurance en garantie des conséquences attachées à sa responsabilité civile.
- De convoquer les organes de l'association d'en présider et d'en diriger les débats.
- De proposer l'ordre du jour des sessions de l'assemblée générale.
- D'animer et de coordonner l'activité de l'ensemble des organes de l'association.
- D'établir semestriellement des bilans et synthèses sur la vie de l'association.
- De transmettre tout renseignement à l'autorité administrative habilitée.
- De préparer le rapport moral et financier et le soumettre à l'approbation l'assemblée générale.
- De faire connaître à l'autorité publique compétente, toute modification des statuts et tout changement intervenu dans l'organe d'exécution au plus tard trente (30) jours de la prise de décision.

Il est chargé en outre de représenter:

- l'association dans les réunions des associations de la même spécialité à l'échelle nationale et internationale
- Dans les réunions organisées à l'échelle nationale ou la spécialité est sollicitée

ARTICLE 29. Le secrétaire général assisté du secrétariat général adjoint est chargé de toutes les questions d'administration.

Il assure à ce titre.

- La tenue du fichier des adhérents.
- Le traitement du courrier et la gestion des archives.
- La tenue des registres des délibérations du bureau d'exécution et de l'assemblée générale.
- La rédaction des procès verbaux des délibérations du bureau d'exécution et de l'assemblée générale.
- La conservation de la copie des statuts.

ARTICLE 30. le trésorier assisté du trésorier adjoint, est chargé des questions financières et comptables.

Il assure à ce titre :

- Le recouvrement des cotisations.

- La gestion des fonds et la tenue de l'inventaire des biens de l'association.
- La tenue d'une régie de menues dépenses.
- La préparation des rapports financiers
-

ARTICLE 31. Les titres de dépense sont signés par le trésorier et en cas d'empêchement par le trésorier adjoint.

Ils sont contresignés par le président de l'association ou son remplaçant dans l'ordre résultant de la mise en œuvre de l'article 23 ci-dessus.

TITRE IV

DISPOSITION FINANCIERES

Chapitre1 : RESSOURCES

ARTICLE 32 : les ressources de l'association sont constituées par :

- Les cotisations de ses membres versées directement dans le compte de l'association.
- Les revenus de ses activités associatives et à leur patrimoine.
- Les dons en espèces ou en nature et legs.
- Le produit de ses publications et de ses manifestations scientifiques
- Les subventions consenties par l'état, la wilaya ou la commune

ARTICLE 33 : les ressources sont versées dans un compte unique ouvert à la diligence du président et au nom de l'association au niveau d'une banque ou d'une institution financière publique.

ARTICLE 34 : en dehors des relations de coopération dument établies, il est interdit à l'association de recevoir des fonds provenant des légations et organisations non gouvernementales étrangères.

Ce financement est soumis à l'accord préalable de l'autorité compétente.

Chapitre 2 : DEPENSES

ARTICLE 35: les dépense de l'association comprennent toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des buts que lui assigné le présent statut.

ARTICLE 36: l'association désigne un commissaire aux comptes que se chargera de la validation de la comptabilité à partie double, recettes et dépenses.

ARTICLE 37: conformément à la législation et la réglementation en vigueur, l'association met à la disposition des organes de contrôles, le compte et les inventaires de ses biens qui découlent subventions et aides publiques octroyés par l'état et Collectivités Locales.

TITRE V

RESOLUTION DES CONFLIS ET DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION.

ARTICLE 38 : l'assemblée générale se prononce définitivement sur les cas disciplinaires, (cette prérogative peut être attribuée à une commission ad hoc de discipline issue de l'assemblée générale, à condition de préciser sa composante, ses attribution et son mode de fonctionnement).

ARTICLE 39 : les litiges de toute nature entre les membres de l'association relèvent des statuts et, le cas échéant, des juridictions de droit commun.

En cas de contentieux judiciaire, un huissier de justice est désigné pour inventorier ses biens, à l'initiative de la partie concernée.

ARTICLE 40 : la dissolution volontaire de l'association est prononcée par l'assemblée générale sur rapport du bureau de l'association selon le quorum des 2/3 et à la majorité de ses membres.

L'assemblée générale outre la dissolution, règle aussi par délibération la dévolution des biens meubles immeubles patrimoine de l'association, conformément à la législation en vigueur.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 41 : La modification des présents statuts est prononcée par l'assemblée générale sur proposition du bureau de l'association selon le quorum de 2/3 et à la majorité des membres présents.

ARTICLE 42 : tout changement dans les organes de direction de l'association ainsi que toute modification de son statut, doivent faire l'objet de notification à l'autorité publique compétente dans les délais fixés par la loi en vigueur.

ARTICLE 43 : outre les dispositions expresses ci-dessus définies, le règlement intérieur précise d'une manière générale, toute question que l'assemblée générale juge utile de régler dans ce cadre.

Fait enexemplaires originaux.

Adopté par l'assemblée générale réunie le :

A :

le :

Le président

le secrétaire Général

(Nom Prénom)

(Nom Prénom)

Signature légalisée au niveau des services de l'état civile

